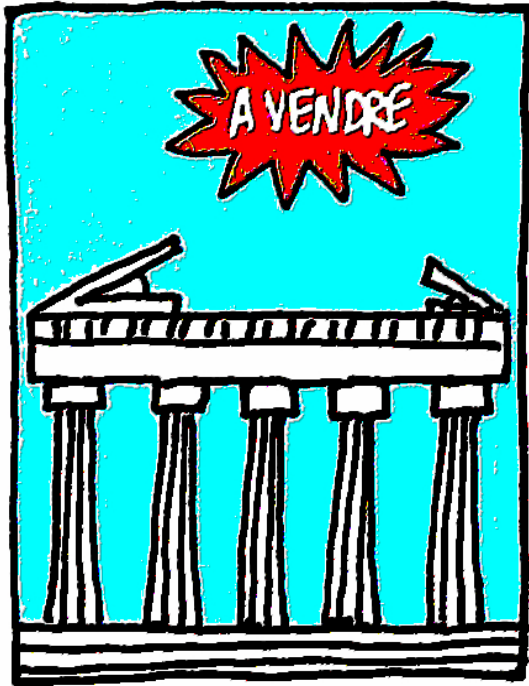


LA GRÈCE VA MIEUX...

INFOX !



Parlons-en avec

Éric Toussaint est historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont le plus récent *Le système dette* (Éditions LLL). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce, créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.

Mardi **4 juin 19h**

Maison du protestantisme, rue C.Brousson

Nîmes

La soirée se terminera par un buffet grec accompagné de musique grecque

Organisé par : SoliGreecsNîmes



CADTM



Attac %

Ne pas jeter sur la voie publique

La crise grecque est passée : C'EST FAUX !

« La crise grecque est passée, c'est un moment historique ! »

Voici la déclaration en grande pompe faite le 22 juin 2018 par les responsables de l'Eurogroupe et du FMI.

En fait, en débloquant la dernière aide, les créanciers de la Grèce ont avant tout pensé à leurs propres intérêts.

En effet, 15 milliards d'euros sont affectés au remboursement immédiat d'une partie de la dette (pour 5 milliards), le reste, versé dans un fonds spécial servant à garantir son remboursement ultérieur.

Le gouvernement grec est sommé de poursuivre les mesures néolibérales et les privatisations.

D'ailleurs, la Grèce reste sous tutelle de ses créanciers jusqu'en 2060 !

Et le peuple grec dans tout ça ?

Qu'on en juge :

- licenciements massifs de 12 000 travailleurs dans les hôpitaux et les établissements de santé ;
- baisse de 28 % du salaire minimum depuis 2013 pour atteindre, à l'heure actuelle, 684 € bruts mensuels ;
- 35 % de gens sous le seuil de pauvreté obligés d'accepter des salaires inférieurs à 500 € ;
- 10 % seulement des chômeurs sont indemnisés à 360 € par mois ;
- 500 000 personnes ont quitté le pays (dont 69 % de moins de quarante ans et 53 % titulaires de diplômes de 3e cycle) ;
- et biens nationaux vendus pour une bouchée de pain : après les aéroports, la société ferroviaire nationale, la compagnie d'électricité du pays, le port de Thélassonique...

Non, la Grèce n'est pas tirée d'affaire ! ou les Grecs ne sont pas...

Et la France...?

Fin 2018, selon l'Insee, la dette publique a atteint 2322,3 milliards d'euros, soit 99,3 % du PIB.

D'après le FMI, « la France a accompli des progrès impressionnants... va dans la bonne direction ». Mais il y a encore des progrès à faire. Le FMI 'suggère' : diminuer les aides sociales, les aides aux entreprises, les salaires de bases, les fonctionnaires, les CDI...

En même temps que les aéroports, le gouvernement a annoncé sa volonté de privatiser 150 barrages hydroélectriques, cédant à la volonté de la Commission européenne.

Toujours les mêmes recettes.

LA GRÈCE VA MIEUX...

INFOX !

Parlons-en avec

Éric Toussaint est historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont le plus récent *Le système dette* (Éditions LLL). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce, créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.



Mardi **4 juin 19h**

Maison du protestantisme, rue C.Brousson

Nîmes

La soirée se terminera par un buffet grec accompagné de musique grecque

Organisé par : SoliGrecoNîmes  CADTM  Attac 

Ne pas jeter sur la voie publique

La crise grecque est passée : C'EST FAUX !

« La crise grecque est passée, c'est un moment historique ! »

Voici la déclaration en grande pompe faite le 22 juin 2018 par les responsables de l'Eurogroupe et du FMI.

En fait, en débloquant la dernière aide, les créanciers de la Grèce ont avant tout pensé à leurs propres intérêts.

En effet, 15 milliards d'euros sont affectés au remboursement immédiat d'une partie de la dette (pour 5 milliards), le reste, versé dans un fonds spécial servant à garantir son remboursement ultérieur.

Le gouvernement grec est sommé de poursuivre les mesures néolibérales et les privatisations.

D'ailleurs, la Grèce reste sous tutelle de ses créanciers jusqu'en 2060 !

Et le peuple grec dans tout ça ?

Qu'on en juge :

- licenciements massifs de 12 000 travailleurs dans les hôpitaux et les établissements de santé ;
- baisse de 28 % du salaire minimum depuis 2013 pour atteindre, à l'heure actuelle, 684 € bruts mensuels ;
- 35 % de gens sous le seuil de pauvreté obligés d'accepter des salaires inférieurs à 500 € ;
- 10 % seulement des chômeurs sont indemnisés à 360 € par mois ;
- 500 000 personnes ont quitté le pays (dont 69 % de moins de quarante ans et 53 % titulaires de diplômes de 3e cycle) ;
- et biens nationaux vendus pour une bouchée de pain : après les aéroports, la société ferroviaire nationale, la compagnie d'électricité du pays, le port de Thessalonique...

Non, la Grèce n'est pas tirée d'affaire ! ou les Grecs ne sont pas...

Et la France...?

Fin 2018, selon l'Insee, la dette publique a atteint 2322,3 milliards d'euros, soit 99,3 % du PIB.

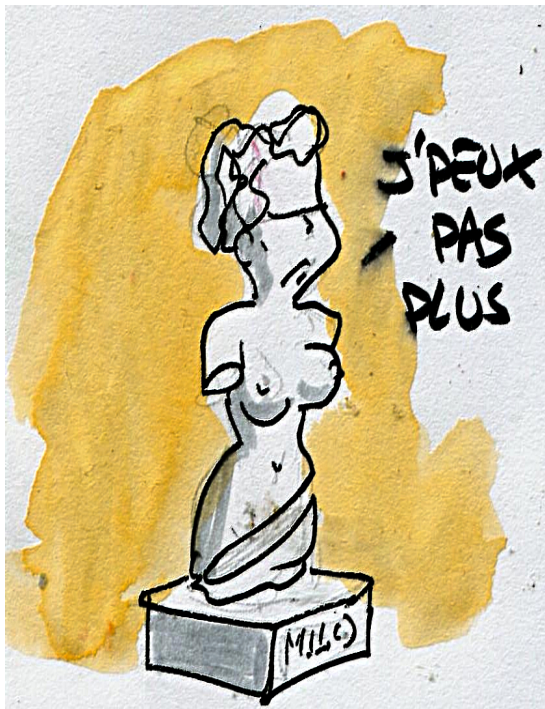
D'après le FMI, « la France a accompli des progrès impressionnants... va dans la bonne direction ». Mais il y a encore des progrès à faire. Le FMI 'suggère' : diminuer les aides sociales, les aides aux entreprises, les salaires de bases, les fonctionnaires, les CDI...

En même temps que les aéroports, le gouvernement a annoncé sa volonté de privatiser 150 barrages hydroélectriques, cédant à la volonté de la Commission européenne.

Toujours les mêmes recettes.

LA GRÈCE VA MIEUX...

INFOX !



Parlons-en avec

Éric Toussaint est historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont le plus récent *Le système dette* (Éditions LLL). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce, créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.

Mardi **4 juin 19h**

Maison du protestantisme, rue C.Brousson

Nîmes

La soirée se terminera par un buffet grec accompagné de musique grecque

Organisé par : SoliGreecsNîmes  CADTM  Attac 

Ne pas jeter sur la voie publique

La crise grecque est passée : C'EST FAUX !

« La crise grecque est passée, c'est un moment historique ! »

Voici la déclaration en grande pompe faite le 22 juin 2018 par les responsables de l'Eurogroupe et du FMI.

En fait, en débloquant la dernière aide, les créanciers de la Grèce ont avant tout pensé à leurs propres intérêts.

En effet, 15 milliards d'euros sont affectés au remboursement immédiat d'une partie de la dette (pour 5 milliards), le reste, versé dans un fonds spécial servant à garantir son remboursement ultérieur.

Le gouvernement grec est sommé de poursuivre les mesures néolibérales et les privatisations.

D'ailleurs, la Grèce reste sous tutelle de ses créanciers jusqu'en 2060 !

Et le peuple grec dans tout ça ?

Qu'on en juge :

- licenciements massifs de 12 000 travailleurs dans les hôpitaux et les établissements de santé ;
- baisse de 28 % du salaire minimum depuis 2013 pour atteindre, à l'heure actuelle, 684 € bruts mensuels ;
- 35 % de gens sous le seuil de pauvreté obligés d'accepter des salaires inférieurs à 500 € ;
- 10 % seulement des chômeurs sont indemnisés à 360 € par mois ;
- 500 000 personnes ont quitté le pays (dont 69 % de moins de quarante ans et 53 % titulaires de diplômes de 3e cycle) ;
- et biens nationaux vendus pour une bouchée de pain : après les aéroports, la société ferroviaire nationale, la compagnie d'électricité du pays, le port de Thessalonique...

Non, la Grèce n'est pas tirée d'affaire ! ou les Grecs ne sont pas...

Et la France...?

Fin 2018, selon l'Insee, la dette publique a atteint 2322,3 milliards d'euros, soit 99,3 % du PIB.

D'après le FMI, « la France a accompli des progrès impressionnants... va dans la bonne direction ». Mais il y a encore des progrès à faire. Le FMI 'suggère' : diminuer les aides sociales, les aides aux entreprises, les salaires de bases, les fonctionnaires, les CDI...

En même temps que les aéroports, le gouvernement a annoncé sa volonté de privatiser 150 barrages hydroélectriques, cédant à la volonté de la Commission européenne.

Toujours les mêmes recettes.

LA GRÈCE VA MIEUX...

INFOX !



Parlons-en avec

Éric Toussaint est historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont le plus récent *Le système dette* (Éditions LLL). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce, créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.

Mardi **4 juin 19h**

Maison du protestantisme, rue C.Brousson

Nîmes

La soirée se terminera par un buffet grec accompagné de musique grecque

Organisé par : SoliGreecsNîmes  CADTM  Attac 

Ne pas jeter sur la voie publique

La crise grecque est passée : C'EST FAUX !

« La crise grecque est passée, c'est un moment historique ! »

Voici la déclaration en grande pompe faite le 22 juin 2018 par les responsables de l'Eurogroupe et du FMI.

En fait, en débloquant la dernière aide, les créanciers de la Grèce ont avant tout pensé à leurs propres intérêts.

En effet, 15 milliards d'euros sont affectés au remboursement immédiat d'une partie de la dette (pour 5 milliards), le reste, versé dans un fonds spécial servant à garantir son remboursement ultérieur.

Le gouvernement grec est sommé de poursuivre les mesures néolibérales et les privatisations.

D'ailleurs, la Grèce reste sous tutelle de ses créanciers jusqu'en 2060 !

Et le peuple grec dans tout ça ?

Qu'on en juge :

- licenciements massifs de 12 000 travailleurs dans les hôpitaux et les établissements de santé ;
- baisse de 28 % du salaire minimum depuis 2013 pour atteindre, à l'heure actuelle, 684 € bruts mensuels ;
- 35 % de gens sous le seuil de pauvreté obligés d'accepter des salaires inférieurs à 500 € ;
- 10 % seulement des chômeurs sont indemnisés à 360 € par mois ;
- 500 000 personnes ont quitté le pays (dont 69 % de moins de quarante ans et 53 % titulaires de diplômes de 3e cycle) ;
- et biens nationaux vendus pour une bouchée de pain : après les aéroports, la société ferroviaire nationale, la compagnie d'électricité du pays, le port de Thélassonique...

Non, la Grèce n'est pas tirée d'affaire ! ou les Grecs ne sont pas...

Et la France...?

Fin 2018, selon l'Insee, la dette publique a atteint 2322,3 milliards d'euros, soit 99,3 % du PIB.

D'après le FMI, « la France a accompli des progrès impressionnants... va dans la bonne direction ». Mais il y a encore des progrès à faire. Le FMI 'suggère' : diminuer les aides sociales, les aides aux entreprises, les salaires de bases, les fonctionnaires, les CDI...

En même temps que les aéroports, le gouvernement a annoncé sa volonté de privatiser 150 barrages hydroélectriques, cédant à la volonté de la Commission européenne. Toujours les mêmes recettes.

LA GRÈCE VA MIEUX... INFOX !



Parlons-en avec

Éric Toussaint est historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont le plus récent *Le système dette* (Éditions LLL). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce, créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.

Mardi **4 juin 19h**

Maison du protestantisme, rue C.Brousson

Nîmes

La soirée se terminera par un buffet grec accompagné de musique grecque

Organisé par : SoliGrecoNîmes  CADTM  Attac 

Ne pas jeter sur la voie publique

La crise grecque est passée : C'EST FAUX !

« La crise grecque est passée, c'est un moment historique ! »

Voici la déclaration en grande pompe faite le 22 juin 2018 par les responsables de l'Eurogroupe et du FMI.

En fait, en débloquant la dernière aide, les créanciers de la Grèce ont avant tout pensé à leurs propres intérêts.

En effet, 15 milliards d'euros sont affectés au remboursement immédiat d'une partie de la dette (pour 5 milliards), le reste, versé dans un fonds spécial servant à garantir son remboursement ultérieur.

Le gouvernement grec est sommé de poursuivre les mesures néolibérales et les privatisations.

D'ailleurs, la Grèce reste sous tutelle de ses créanciers jusqu'en 2060 !

Et le peuple grec dans tout ça ?

Qu'on en juge :

- licenciements massifs de 12 000 travailleurs dans les hôpitaux et les établissements de santé ;
- baisse de 28 % du salaire minimum depuis 2013 pour atteindre, à l'heure actuelle, 684 € bruts mensuels ;
- 35 % de gens sous le seuil de pauvreté obligés d'accepter des salaires inférieurs à 500 € ;
- 10 % seulement des chômeurs sont indemnisés à 360 € par mois ;
- 500 000 personnes ont quitté le pays (dont 69 % de moins de quarante ans et 53 % titulaires de diplômes de 3e cycle) ;
- et biens nationaux vendus pour une bouchée de pain : après les aéroports, la société ferroviaire nationale, la compagnie d'électricité du pays, le port de Thessalonique...

Non, la Grèce n'est pas tirée d'affaire ! ou les Grecs ne sont pas...

Et la France...?

Fin 2018, selon l'Insee, la dette publique a atteint 2322,3 milliards d'euros, soit 99,3 % du PIB.

D'après le FMI, « la France a accompli des progrès impressionnants... va dans la bonne direction ». Mais il y a encore des progrès à faire. Le FMI 'suggère' : diminuer les aides sociales, les aides aux entreprises, les salaires de bases, les fonctionnaires, les CDI...

En même temps que les aéroports, le gouvernement a annoncé sa volonté de privatiser 150 barrages hydroélectriques, cédant à la volonté de la Commission européenne. Toujours les mêmes recettes.